



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation de l'hôpital public

Question au Gouvernement n° 196

Texte de la question

SITUATION DE L'HÔPITAL PUBLIC

Mme la présidente . La parole est à Mme Claire Marais-Beuil.

Mme Claire Marais-Beuil . Vingt heures, chaque soir : un émouvant concert d'applaudissements en faveur de nos soignants. Vingt heures, chaque soir : un hommage de la nation à ceux de la « première ligne » qui, malgré les risques liés à la vague initiale de covid-19, étaient chaque jour sur le pont pour accompagner les malades.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Aurions-nous – auriez-vous – déjà oublié ? L'hôpital public souffre. Il souffre du manque de personnel, du manque de soignants, parfois au bénéfice d'une bureaucratie qui, dans ce domaine également, est bien trop souvent étouffante. Il souffre du manque de matériel et de moyens, qui met parfois en danger les patients qui y ont recours.

S'il fallait citer un seul exemple pour illustrer la situation dramatique dans laquelle se trouve notre hôpital public, ce serait celui de ce patient ayant passé vingt-quatre heures aux urgences de l'hôpital de Langres, en Haute-Marne, avant d'être déplacé dans le garage de ce même hôpital, à défaut de chambre disponible. Sommes-nous en France ou dans un pays du tiers-monde ? Comment pouvez-vous accepter une telle situation ?

M. Jean-Yves Bony . Il ne faut pas exagérer non plus !

Mme Claire Marais-Beuil . Nous vous alertons depuis des années sur le manque de lits par rapport au nombre de patients, et quelle est la réponse du gouvernement ? Toujours davantage de suppressions de lits ! Une étude de la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, publiée récemment, fait état de la suppression de 43 000 lits d'hospitalisation depuis une dizaine d'années, dont 4 900 pour la seule année 2023. Quand allez-vous faire cesser cette folie ? Nous devons au contraire recruter et former davantage de médecins et d'infirmières. Nous devons leur donner les moyens nécessaires à l'exercice de leur mission de service public et non nous contenter de belles déclarations jamais suivies d'effets. Face à la crise profonde que traverse l'hôpital public et que subit l'ensemble du personnel soignant, il est urgent de réagir.

Vous venez d'ailleurs d'annoncer l'adoption de « mesures d'efficience à l'hôpital », censées faire économiser 600 millions d'euros. Ainsi, madame la ministre, j'ai deux questions : quand allez-vous enfin prendre conscience de cette terrible situation...

M. Jean-Yves Bony . Je pense qu'elle en a conscience !

Mme Claire Marais-Beuilet y apporter les réponses nécessaires, et quelle est la nature de ces « mesures d'efficience » annoncées ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre de la santé et de l'accès aux soins.

Mme Geneviève Darrieussecq, ministre de la santé et de l'accès aux soins . Notre hôpital connaît des difficultés dans certains secteurs – personne ne le niera –, mais je peux tout de même dire que nous sommes fiers de nos hôpitaux. (*« Ce n'est pas le sujet ! » sur les bancs du groupe RN.*) Nous sommes fiers des soignants qui y travaillent (Applaudissements sur les bancs du groupe DR et sur quelques bancs du groupe EPR. – Mme Louise Morel applaudit également), des soins qui y sont prodigués aux Français : si n'importe lequel d'entre nous est hospitalisé pour n'importe quelle maladie, il est pris en charge, et bien pris en charge. (Mme Justine Gruet applaudit.)

M. Jean-Yves Bony . C'est cela qu'ils appellent le tiers-monde !

Mme Geneviève Darrieussecq, ministre . Il faut donc arrêter de dire que notre hôpital est à la dérive et ne va pas bien ! (*Exclamations sur les bancs du groupe RN.*)

M. Julien Odoul . Écartez les œillères !

Mme Caroline Parmentier . Et le manque de soignants ?

Mme Geneviève Darrieussecq, ministre . Oui, il y a des difficultés – vous avez raison – dans certains services, les urgences notamment, car elles accueillent tous les soins non programmés, mais nous sommes en train de travailler pour que ces soins soient dirigés vers d'autres praticiens quand ce ne sont pas des urgences. Oui, il y a des secteurs en difficulté que nous devons soutenir, par exemple la gériatrie, parce que nous manquons de gériatres malgré les revalorisations salariales intervenues dans le cadre du Ségur de la santé.

Cependant, si ce que vous dites à propos des lits est vrai – les chiffres de la Drees sont vrais –, votre interprétation n'est pas la mienne. En 2023, 4 900 lits ont disparu, en effet,...

Mme Caroline Parmentier . Disparus en un claquement de doigts !

Mme Geneviève Darrieussecq, ministresoit une baisse de 1,3 %, mais ce n'est pas parce qu'il y a moins de soignants ! Si le nombre de lits a diminué, c'est parce que l'on soigne différemment dans les hôpitaux (*« Ah ! » sur les bancs du groupe RN*), puisque le nombre de places d'hospitalisation sans nuitée a, lui, augmenté de 4,1 %, du fait de l'accroissement de l'ambulatoire – qui se pratique en chirurgie mais aussi, désormais, en médecine – et du déploiement de l'hospitalisation à domicile.

Mme Caroline Parmentier . Tout va très bien !

Mme Geneviève Darrieussecq, ministre . Il y a moins de places d'hébergement mais plus de places pour soigner les personnes, et je crois que c'est ce qui importe. Nous travaillerons dans cette direction. (Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR et DR.)

Mme Caroline Parmentier . Quelle escroquerie !

Données clés

Auteur : [Mme Claire Marais-Beuil](#)

Circonscription : Oise (1^{re} circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 196

Rubrique : Établissements de santé

Ministère interrogé : Santé et accès aux soins

Ministère attributaire : Santé et accès aux soins

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 novembre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 20 novembre 2024